

## « La compétitivité de l'industrie européenne exige de mettre fin aux quotas d'importation d'acier mis en place depuis 2018 »

Les industries de l'automobile, de la mécanique et le secteur de la construction, principaux consommateurs d'acier, ont confié une étude au cabinet PriceWaterhouseCoopers (PwC), portant sur l'impact des mesures européennes de sauvegarde sur l'acier, mises en œuvre depuis près de 5 ans. La mission : objectiver l'utilisation des quotas par pays et par catégorie d'aciers, et évaluer l'impact de ces mesures.

### La mise en place des mesures de sauvegarde européennes en 2018

En 2018, l'administration Trump a décidé de protéger davantage l'industrie sidérurgique américaine. Dans un contexte de surcapacités mondiales et de détournement des échanges résultant des nouveaux droits de douane américains sur l'acier, l'Union Européenne a identifié un risque d'importation massive d'acier et a ainsi mis en place des mesures de sauvegarde, avec des quotas d'acier importé, au-delà desquels une taxe de 25 % est appliquée.

### Les enseignements de l'étude de PwC sur les mesures de sauvegarde

La hausse des prix des aciers en Europe, parmi les plus chers du monde, et donc la perte de compétitivité des secteurs aval de l'Union Européenne, est mise en avant par l'étude.

Les quotas des mesures de sauvegarde sont presque entièrement utilisés par la plupart des pays producteurs extra européens. Les importateurs européens étant dans l'incapacité de déterminer si le quota est dépassé ou pas au moment de leur commande, intègrent la taxe supplémentaire et la répercutent dans leurs prix. Ainsi, le système contribue directement à l'inflation.

Ces mesures de 2018 ne sont absolument plus nécessaires dans la situation économique actuelle. Leur prorogation devrait être conditionnée à l'existence d'un risque très élevé pour l'industrie sidérurgique qui n'est plus établi. Les industries consommatrices d'acier voient leur écart de compétitivité avec leurs homologues des pays tiers se creuser chaque jour. Les mesures de sauvegarde contribuent à l'inflation et à la désindustrialisation de l'Union Européenne. Ce qui mettra également en difficulté à terme l'industrie sidérurgique européenne.

### Des décisions urgentes à prendre pour retrouver la compétitivité de l'industrie européenne

À la lumière des arguments exposés dans l'étude de PwC, **les secteurs des industries mécaniques et de l'automobile**, confrontés à la concurrence internationale, **demandent à la Commission Européenne de mettre fin aux mesures de sauvegarde sur les aciers, qui ne se justifient plus.**

D'autant qu'à cela, s'ajoutent le coût de l'énergie et le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de l'Europe qui vont encore augmenter le différentiel de compétitivité entre l'UE et les autres zones commerciales dans le monde pour les industries avales utilisatrices de métaux et d'énergie.

Ces mesures, en rendant plus chères les matières premières, contribuent à encourager la délocalisation des activités manufacturières aux frontières de l'Europe et donc renforcent le risque de désindustrialisation de celle-ci.

Autant de raisons pour lesquelles les industries avales demandent un accès sans restriction à l'acier à des prix compétitifs, faute de quoi il leur sera difficile de faire face durablement à une concurrence extra-européenne ne subissant pas les mêmes tendances inflationnistes qu'en Europe.

### Contacts presse :

- PFA : Laure de Servigny [laure.deservigny@pfa-auto.fr](mailto:laure.deservigny@pfa-auto.fr) 06 70 18 88 75
- FIM : Isabelle Douvry [idouvry@fimeca.org](mailto:idouvry@fimeca.org) 06 16 42 00 37